

<https://ricochets.cc/Des-greves-eparpillees-a-la-greve-generale-offensive-en-2022-ce-ne-sont-pas-les-elections-qui-apporteront-l-emanicipation.html>



# **Des grèves éparpillées à la grève générale offensive en 2022 ? Ce ne sont pas les élections qui apporteront l'émancipation**

Date de mise en ligne : mardi 21 décembre 2021

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Même si on est pas toujours d'accord avec certaines perspectives et présupposés, les analyses développées plus bas sont intéressantes pour mieux comprendre la période actuelle marquée par de nombreuses grèves dans de nombreux secteurs.**

Il est en effet en fort probable, comme le dit J Chastaing, qu'une grève générale ait lieu en France prochainement, en 2022.

Deux questions se posent :

1. **Cette grève générale sera-t-elle puissante et longue**, permettant d'établir un vrai rapport de force et de donner le temps aux personnes impliquées d'approfondir leurs relations et leurs objectifs/analyses ? Ce qui pourrait donner quelques chances à une séquence radicale/révolutionnaire.
2. **Cette grève générale servira-t-elle uniquement à ré-équilibrer le rapport Capital-Travail dans le sens d'une meilleure répartition en faveur du travail ou ira-t-elle jusqu'à attaquer les fondements même du capitalisme ?**

Est-il possible d'obtenir et maintenir un niveau de vie décent et une vie épanouissante pour toutes et tous dans le cadre existant ?

► Le point 2 est capital, insistons :

**Evidemment, il faut que tout le monde puisse bénéficier d'un niveau de vie décent et d'une vie épanouissante, il est donc logique est légitime de se préoccuper du niveau de salaire dans le cadre existant.**

Mais est-il possible d'obtenir et maintenir un niveau de vie décent et une vie épanouissante pour toutes et tous dans le cadre existant ? Donc va-t-on lutter ensemble pour changer complètement de cadre ou ceux qui sont mieux lotis (choyés par les pouvoirs pour créer de la division) vont vite quitter la lutte sans voir plus loin que leur temporaire niveau de vie matériel ?

Et puis comment définir ce niveau et cette qualité de vie, comment les garantir, comment les accorder avec une société soutenable qui ne détruirait pas le climat et le vivant, qui ne s'appuierait pas sur l'exploitation d'autres humains ici et ailleurs ?

Cette grève générale visera-t-elle uniquement une amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ou s'attaquera-t-elle aussi au rapport social capitaliste ?

**Cette grève restera-t-elle enfermée dans le champ du capitalisme (Capital et Travail en font partie intégralement) ou sortira-t-elle des marges de manoeuvre étroites posées par la marchandise, l'argent, le travail, la valorisation du capital ? Ou, plus simplement : cette grève visera-t-elle uniquement une amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ou s'attaquera-t-elle au rapport social capitaliste ?**

Dis autrement : simple rééquilibrage de la répartition des richesses produites par l'économie de marché ou remise en cause radicale du totalitarisme économique, de la centralité du monde de l'Economie, de la domination par le Capital et la propriété ? Anticapitalisme tronqué laissant intacte la Machine impersonnelle et son productivisme forcené OU anticapitalisme radical remettant en cause tout l'édifice ?

Est-ce que les critiques s'adresseront uniquement aux pantins interchangeables désignés par les droites et gauches « antisystèmes » comme « élites » OU plutôt aux rouages impersonnels du capitalisme et de l'Etat ?

**Est-ce qu'on va critiquer essentiellement les financiers, les profiteurs cyniques, les magouilleurs, les actionnaires, les multinationales, les banquiers pour valoriser l'économie dite « réelle », les entreprises nationales, les travailleurs inscrits dans le marché du travail, et le capital "productif ? Sans se rendre compte que tout ça fait partie du même système néfaste : la civilisation industrielle** (composée principalement du productivisme, du techno-capitalisme et de l'Etat) ?

De plus, les grévistes et leurs soutiens vont-ils continuer à voir l'Etat comme quelque chose de neutre ou de

possiblement mobilisable pour leur combat, OU vont-ils saisir que l'Etat est une pièce complémentaire essentielle du capitalisme ?

Vont-ils souhaiter de meilleurs dirigeants ou vont-ils saisir que toute démocratie et émancipation véritable sont impossibles dans le cadre du capitalisme et de l'Etat ?

C'est à ce genre de questions qu'il faudrait déjà réfléchir activement.

**A l'heure actuelle, tout porte à croire (confusionnisme, inégalités fortes, populismes appuyés sur un anticapitalisme tronqué à gauche...) que cette possible grève générale ne dépasse pas une lutte pour une répartition des richesses davantage en faveur des pauvres et travailleurs (via salaires, services publics), sans du tout remettre en cause le cadre du capitalisme et de l'Etat (au contraire, l'Etat sortirait valorisé en jouant « la providence », et le capitalisme aussi, car capable de réduire les inégalités en proposant travail et argent).**

Mais tout reste possible.

Surtout que rien ne dit que l'Etat et le capitalisme en ont assez sous le plancher pour lâcher le lest nécessaire et suffisant pour étouffer la fronde... (donc ils essaieront de diviser en contentant prioritairement certains secteurs essentiels et/ou plus agités, et en ne lâchant rien aux autres) D'autant qu'ils sont soumis comme partout à la pression de la concurrence et des difficultés à dégager le profit indispensable à la Machine.



**Des grèves éparpillées à la grève générale offensive ? Ce ne sont pas les élections qui apporteront l'émancipation** Après les fumées et les coulées de lave, l'éruption ?

► Voici donc les analyses de J Chastaing :

## ET RÉVEILLE LE SPECTRE DE MAI 1968... A LA PUISSANCE DIX

Ce samedi 18 décembre, comme les autres samedis depuis cinq mois, a été un espace public oppositionnel de liberté, une démocratie réelle de la rue qui répond à la disparition de la démocratie dans les institutions. Ce samedi a été marqué par la continuité des manifestations des Gilets Jaunes, des anti-pass, toujours à un niveau de mobilisation signifiant, auxquelles se sont ajoutées cette-fois ci les manifestations contre le racisme de la journée de solidarité avec les migrants.

### UNE VAGUE DE GREVES POUR DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES QUI VA S'AMPLIFIER EN JANVIER

Mais plus important encore pour la période, dans le même moment que les grèves générales depuis 35 jours en Guadeloupe, 28 jours en Martinique sur des questions sanitaires, sociales, économiques et environnementale, et quasi générale depuis 28 jours également à Wallis et Futuna, on assiste à l'éclosion d'une vague massive de grèves et luttes pour des augmentations de salaires, dans le public comme le privé, qui s'ajoute au nombre déjà important des grèves et luttes pour l'emploi, les conditions de travail, les horaires ou la défense de la santé publique dans les hôpitaux.

La vague de grèves pour des augmentations de salaires s'est amplifiée à l'occasion des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) sur les salaires, qui jusque à étaient vidées de tout contenu, mais dont les salariés se sont emparées pour faire grève ou débrayer de manière massive.

Ainsi sur trois semaines environ, on notait des grèves pour les salaires inhabituelles par leur durée ou la participation, à la SNCF, chez Dassault, Arkema, Enedis, Alstom, Michelin, ArcelorMittal, Framatome, Constellium, Conforama, Ferropem, Boulanger, Sanofi, Auchan, Carrefour, STEF, Guerbet, Sephora, Aftral, Leroy Merlin, Bergams, Lidl, Flunch, Air Liquide, Ponticelli, Total, Safran, Naval Group, Sécurité Sociale, Routiers, animateurs périscolaires, CEA, Fontaine-Pajot, Eiffage, travailleurs sociaux, Decathlon, Labeyrie, Crapie, Eurovia, Gavottes, Colruyt, Tefal, SEB, Nor Pain, de nombreux secteurs de Keolis, Transdev... et bien d'autres plus petites et moins connues, sans oublier le domaine de la santé avec de multiples grèves de secteurs qui n'avaient pas été concernés par les augmentations du plan Ségur, des cliniques privées, etc..

Toutes ces grèves sont très suivies

**Certaines de ces grèves sont nationales et parfois répétées comme à la Sécurité Sociale, d'autres sont illimitées et touche toute l'entreprise comme chez le géant de la chimie Arkema et ses 13 usines en grève depuis une semaine, d'autres encore sont en pleine extension comme chez Enedis, ou sont des grèves perlées qui durent comme chez Dassault, ou sont de simples journées ou de doubles ou triples journées de grèves. Mais toutes sont très suivies, ce qui est le signe distinctif de l'ensemble avec encore, ce qui est le plus important, de nombreuses annonces ds grévistes qu'ils remettraient ça en janvier 2022 encore plus nombreux et déterminés.** Déjà des journées de grève sont annoncées dans cet esprit comme celles par exemple des travailleurs sociaux ou d'Air Liquide et bien d'autres encore, avertissant parfois que si le plus souvent aujourd'hui ils n'étaient pas en grève illimitée, ça ne saurait tarder ; en tous cas, ils s'y préparent ou y appellent.

**On peut donc légitimement penser, avec la hausse des prix qui dure sans compensations, sinon dérisoires du gouvernement, que la trêve de Noël ne sera qu'une suspension passagère du mouvement - et encore, puisque des salariés de grandes surfaces annoncent des grèves jusqu'à Noël - et que ces grèves de décembre ne sont qu'un simple tour de chauffe avant un embrasement bien plus important en janvier, voir février d'autant que la plupart des NAO ont lieu en janvier et février.**

## **DE LA GREVE GENERALE SOCIALE DESORGANISEE A LA GREVE GENERALE ORGANISEE POLITIQUE**

**Ce mouvement général de luttes et grèves économiques et sociétales en cette fin d'année qui a déjà le caractère d'une grève générale désorganisée va donc probablement prendre en début d'année prochaine un caractère encore plus explosif et par sa dynamique prendre de plus en plus le visage de la nécessité d'une marche vers la grève générale organisée c'est-à-dire la grève politique.**

C'est ce qu'ont senti les grandes confédérations syndicales, totalement absentes jusque là de toutes les mobilisations, n'ayant même pas appelé à un rassemblement de soutien aux grèves générales aux Antilles, laissant faire le gouvernement sans riposte sinon un vague faux semblant le 5 octobre, en décidant, tout d'un coup, d'appeler à une journée interprofessionnelle de « mobilisation » (même pas de grève) le 27 janvier 2022.

**Il faut bien voir que dans la situation actuelle de destruction de la démocratie, des droits au chômage, à la retraite et les licenciements massifs, la mobilisation actuelle qui s'étend progressivement à peu à peu à toutes les professions et tous les mieux des classes populaires, c'est la marche vers une prise de conscience progressive de la nécessité d'une lutte générale qui s'impose par dessus toutes les exigences particulières et corporatistes, c'est une marche vers la grève générale.**

La grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension sociale et politique. Nous y sommes.

**Les mobilisations traditionnelles sur les salaires, les retraites, les taxes, l'emploi, touchent dans ces conditions de tension générale, aux choix économiques et politiques fondamentaux et, plus ça va, dans les conditions de cette très grande crise sociale, la moindre lutte économique partielle exigeant de plus en plus d'énormes efforts et d'énormes sacrifices on se rend compte que cela ne peut pas donner de résultats sérieux. La grève ne séduit ainsi les travailleurs les plus conscients que si elle est reliée d'une manière ou d'une autre à la construction d'un rapport de force général, que si elle est une étape vers cet objectif.**

**Aussi, dans cette situation de tension sociale et politique extrême, tous les mouvements sociaux qui prennent un caractère populaire et général, quels que soient leur points de départ, finissent par toucher aux conditions fondamentales de la vie sociale et politique dans tout le pays et mettent à nu les sources de la domination de la bourgeoisie.** Le mouvement en se généralisant s'oppose de plus en plus clairement en avançant à la domination de la bourgeoisie dans son ensemble, de son État, sa police, sa Justice, son personnel politique et médiatique, leurs valeurs et leur idéologie. Il efface donc en marchant les frontières traditionnelles entre l'économique et le politique, entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité, entre les élections et la lutte et devient alors son propre débouché politique entraînant les couches populaires opprimées et exploitées les plus larges, jeunes, personnes racisées, femmes, humiliés... dans le projet d'un avenir meilleur, d'un monde meilleur et des moyens de mobilisation pour y arriver.

Toute grève générale a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré

**C'est-à-dire que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes, c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère pré-révolutionnaire de la situation.**

Aujourd'hui, ce caractère a pris une dimension européenne et même mondiale.

Nous vivons tout à la fois à l'échelle de la planète, une crise sanitaire, une crise sociale, une crise environnementale et une crise politique avec l'écroulement de la démocratie représentative dans les pays riches et la menace du fascisme en même temps que la montée des classes populaires mobilisées sur la scène politique, avec en premier lieu le formidable soulèvement paysan en Inde qui n'en est qu'à son début mais qui a déjà fait reculer une des pires gouvernements du monde, contre ses divisions et haines religieuses, de sexe ou de castes.

**Les trente années écoulées ont apporté plus de profits et moins de salaires. Moins d'impôts pour les riches et plus de subventions pour eux en tous genres. De moins en moins de services publics et de plus en plus l'instauration du tout privé qui nous prive de tout, d'hôpitaux, d'écoles, de retraites, de protection contre le chômage et la maladie, de logements, de transports...**

La lutte dans la situation actuelle, quel que soit son point de départ, finit toujours sur ce plan général.

**Établir cette lutte sur la dimension européenne, abolissant frontières et préjugés nationalistes et par là les sources idéologiques des forces fascistes, serait justement une des reconexions avec le politique, avec une politique ouvrière, qui aujourd'hui n'est représenté par aucune des grandes organisations syndicales ou politiques toutes formées dans la période précédente du « dialogue social », du « grain à moudre », du compromis et dans étroit cadre corporatiste ou national.**

## CA POUSSE EN BAS, CA FREINE EN HAUT

Bien sûr, nous ne sommes pas en 1930.

La bourgeoisie, voyant monter le danger, peut décider de céder de manière importante, mais quand même partiellement, pour ne pas perdre l'essentiel, le pouvoir. En effet, pour le moment, les forces du prolétariat ne sont pas épuisées et sont même intactes tandis que les forces d'influence de la démocratie bourgeoise, ses institutions, ses élections, ses partis et syndicats, ses médias et ses hommes politiques ont épuisés l'essentiel de leur crédit et, que de son côté, le fascisme comme facteur politique dans les masses, est encore relativement faible même si la bourgeoisie met beaucoup de moyens à toute vapeur pour convaincre de sa nécessité avec ses le Pen et Zemmour et 95% des médias qu'elle contrôle, quasi entièrement à leur service.

**La situation est favorable à une mobilisation générale des travailleurs. Un recul important sur les salaires ne serait donc pas impensable si la poussée populaire continue et s'amplifie au point de devenir dangereuse pour les intérêts généraux des possédants.**

**Bien sûr, ce ne seraient que des concessions passagères pour ne pas tout perdre, avec en même temps la volonté de tout reprendre en accélérant encore l'aide aux fascistes.**

On a vu aux USA, après l'énorme mouvement Black Lives Matter et la vague de grèves actuelle, combien la bourgeoisie était prête aux concessions avec l'ambitieux plan d'aides sociales de Biden, mais aussi combien en préparant en même temps la possibilité d'un retour à un Trump encore plus radical, elle sait que ce ne sont que des concessions passagères pour passer la tempête avant de tout reprendre.

**Le danger pour demain, est donc que s'il y a une poussée pré-révolutionnaire du prolétariat, les directions des grandes organisations traditionnelles syndicales et politiques de gauche, freinent de toutes leurs forces et permettent à la bourgeoisie de construire ses forces fascistes.**

Ces freins prennent différentes formes. Cela prend la vision que les sommets syndicaux et politiques de gauches colportent en permanence et essaient de faire partagent largement, d'un **défaitisme généralisé en ne décrivant la période que sous l'angle des reculs, des défaites, d'une situation en quelque sorte uniquement emportée par la montée du fascisme sans montrer en même temps l'énorme poussée constante depuis des années des classes populaires.** C'est pourquoi, pour justifier cette manière de voir les directions qualifient de « fascistes » des mouvements sociaux comme ceux des Gilets Jaunes ou des anti-pass, ce qui est l'autre versant de leur refus acharné de ne pas préparer un combat général, ne serait-ce qu'en appelant par exemple à un rassemblement national de soutien aux grèves générales des Antilles ou en qualifiant le 27 janvier 2022 de journée de grève générale, tellement même le mot leur fait peur.

Mais certains diront : n'y a-t-il pas quand même une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés pour le dire. Et ce n'est pas étonnant ! **Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux dirigeants ou militants, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses.**

Par contre, ce qui montre indiscutablement la tendance générale du développement, c'est que la base des grands syndicats et partis de gauche est plus hardie que ses sommets.

On l'a vu lors de la journée nationale syndicale de grève du 5 octobre, conçue pourtant par les sommets syndicaux pour éviter tout débordement, combien la base militante s'en est emparée dans de nombreux secteurs comme point de départ pour aller plus loin. **La base se radicalise parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine.** Ce symptôme est infaillible.

Cela se voit encore dans la préparation des élections présidentielles où se multiplient les projets et initiatives, que ce soient de dynamiques populaires constituantes, d'assemblées populaires pour un candidat unique de gauche, d'appels au boycott des présidentielles, d'élections législatives constituantes, toutes faisant référence à la délégitimation des institutions électorales telles qu'elles sont et faisant appel à la base, au sauvetage de la démocratie par la mobilisation de la base.

**Mais cette base mobilisée, elle ne l'est pour le moment pas dans les élections, elle l'est dans la rue et dans les grèves et le sera encore plus en janvier voire en février. Et c'est d'abord ce combat qu'elles doivent**

**gagner.** Or, tous ceux qui utilisent les grands mots de "constituante" à tous propos pour ces élections présidentielles ne se mobilisent en rien pour le succès du mouvement de grève actuel, oubliant que la Constituante n'a pu se faire que par une révolution, par l'irruption des masses populaires dans la rue et par là sur la scène politique. Ce n'est que si la grève gagne, qu'on pourra, peut-être, éventuellement, parler d'élections constituantes. **Ces militants aveuglés par le fétichisme électoral ne se préoccupent d'agir que sur le résultat et pas sur les causes qui ont abouti à ce résultat. Les Constituantes, les élections, la démocratie... ne sont que des résultats des combats de rue, de la démocratie dans la rue, des grèves et des révolutions.** Concevoir l'un sans l'autre, en particulier avec la mobilisation sociale aujourd'hui, c'est construire une maison en commençant par le toit. Ça ne peut pas marcher.

C'est non seulement absurde mais aussi dangereux dans cette situation, car **si le mouvement de grève prend une dimension encore plus générale, la bourgeoisie financera, armera des bandes fascistes pour défaire ce mouvement, comme elle finance déjà aujourd'hui les médias en ce sens. Une défaite du mouvement ouvrier dans ces conditions serait une défaite de la démocratie et des libertés renvoyant aux calendes grecques tout rêve de constituante et même d'élections un tant soit peu libres.**

## LE 27 JANVIER 2022, MAI 68 ET AUJOURD'HUI

Dans cet esprit de la délégitimation des institutions bourgeoises, de la démocratie qui ne peut se construire d'abord que dans et par la rue, si l'on revient à la journée syndicale nationale de mobilisation du 27 janvier, appelée par les directions syndicales, faisons un petit retour en arrière en mai 1968, pour essayer d'imaginer ce qui peut se passer et combien les choses peuvent basculer rapidement, même si, bien sûr à ce stade, les hypothèses peuvent être multiples.

Les 10 et 11 mai 1968 avaient lieu la "nuit des barricades" où les rues du Quartier Latin se couvraient de barricades et où lycéens et étudiants affrontaient toute la nuit les forces de répression, les faisant parfois reculer. Dans un contexte déjà d'agitation étudiante mais aussi de colère ouvrière qui durait depuis des années par de nombreuses grèves mais sans trouver une expression centralisée, l'émotion est considérable - on a encore aujourd'hui en mémoire, ces photos de rues dépavées et de voitures brûlées - les classes populaires exigent d'entrer en action.

Les directions syndicales bousculées appellent alors à une journée d'action, un seul jour, le 13 mai 1968. Le succès est formidable dans tout le pays. C'est la journée de l'unité étudiants-ouvriers. On compte un million de manifestants à Paris. Partout, où les milieux populaires avaient pu suivre à la radio, les émeutes étudiantes, on peut enfin passer à l'action. Le mouvement devient alors national. A partir des 15, 16, 17 mai, les grèves ouvrières se déclenchent partout, la grève se généralise et devient générale sans qu'il n'y ait eu aucun appel syndical national en ce sens.

Qui plus est, à Paris et dans les manifestations du 13 mai, on voit des banderoles "A bas la répression", "Des profs, pas des flics" mais surtout "De Gaulle démission". La grève générale est tout de suite politique.

Bien sûr, nous ne sommes pas en 1968 et l'histoire ne se répète jamais.

Nous ne sommes pas en 1968 parce que la situation aujourd'hui est encore bien plus explosive et bien plus mûre qu'elle ne le fut en ce printemps là.

Les attaques de Sarkozy, Hollande, Macron sont du même esprit que les décrets-lois de De Gaulle de 1965 à 1967, mais d'une ampleur bien plus importante et dans un contexte mondial de recul social et politique général.

Face à cela, c'est depuis 2016 en France, que sans interruption jusqu'à aujourd'hui, les classes populaires tentent de résister à la destruction des droits démocratiques et sociaux par la grève et les manifestations. Les Gilets Jaunes qui ont tenté de prendre l'Élysée et dont le mouvement dure depuis trois ans ont déjà mis à l'ordre du jour le "Macron démission". Le mouvement anti-pass, quelles que soient ses errements parfois, traduit dans le domaine de la santé, la remise en cause de l'autorité idéologique d'un gouvernement, de tous ses experts, toutes leurs valeurs, tous au service de l'égoïsme capitaliste. Les grèves sur les salaires qui ont commencé au mois de mai 2021 malgré les campagnes gouvernementales de peur autour de la pandémie et ses mesures policières, sont en train de s'amplifier au point de prendre le caractère d'une vague nationale qui pourrait bien prendre un caractère totalement généralisé en janvier comme aboutissement des six années continues de lutte qui viennent de s'écouler.

Alors, bien sûr, les directions syndicales n'appellent pas à cette journée du 27 janvier pour amplifier la lutte. Elles y appellent au contraire pour s'appuyer sur la mobilisation des secteurs aujourd'hui les moins mobilisés afin de gagner en autorité ce jour-là et tenter à partir de là de prendre la tête d'un mouvement qui pour le moment s'est fait sans elles et pourrait bien leur échapper totalement en janvier. **Ce qu'elles craignent c'est que les éléments moteurs de ce mouvement pourraient commencer à s'organiser, se coordonner, se centraliser et le mouvement tout entier pourrait se donner d'autres portes paroles avec une politique infiniment plus subversive et politique que celles des directions syndicales...**

Or, l'organisation autonome et à la base des mobilisations nationales dans la santé le 4 décembre et le social et médico-social le 7 décembre sonnent comme des avertissements pour les directions syndicales, puisque notamment le secteur social et médico-social appelle à une généralisation de ses luttes en janvier avec des AG décisionnelles et des structures de coordinations régionales et nationales.

Contre ce surgissement de la démocratie à la base et dans la rue tout ce que cela a de subversif dans la situation, à quelques mois des élections présidentielles, les directions syndicales vont essayer de se propulser à la tête du mouvement par cette journée du 27 janvier pour tenter d'empêcher ou de freiner la constitution des coordinations et d'une direction nationale du mouvement sous le contrôle de la base, d'un mouvement de démocratie ouvrière afin au final de sauver les élections présidentielles par en haut, avec leurs médias aux mains des milliardaires réactionnaires et tout un système rodé depuis longtemps pour être au service des riches.

**Elles feront donc tout pour que les élections présidentielles ne soient pas sous l'influence du mouvement social, c'est-à-dire que ces élections ne se situent pas dans ce cadre de cette mobilisation de grève générale pour le moment désorganisée mais en marche vers la grève générale organisée et où, de fait, les présidentielles perdraient leur rôle central dans le système de domination bourgeois. La bourgeoisie veut que ces élections centrales pour elle, aient un rôle de débouché politique, détournent les classes sociales de la rue pour les attirer dans les urnes. Or avec une mobilisation sociale générale, ces élections pourraient n'avoir plus qu'un rôle secondaire de sondage, de mesure des rapports de force, pas plus. Ce ne serait plus pour personne un quelconque "débouché politique". L'important pour tous étant de savoir si on gagne ou pas la mobilisation générale, la grève générale.**

En même temps, on n'a pas d'autre choix que de participer à cette journée du 27 janvier vu l'influence qu'ont encore les directions syndicales sur les secteurs de la populations les moins éclairés et parce que pour la majorité, ce 27 janvier sera a une étape pour construire l'unité. Mais en la préparant pour en faire le point de départ de la généralisation totale des luttes, pour qu'il y ait une suite et pour cela une préparation avant. C'est ce qui est arrivé le 13 mai 1968.

**Aujourd'hui, les militants doivent consacrer toute leur attention sur les changements de l'état d'esprit politique des masses afin de s'en faire l'expression et par là-même donner une expression publique à l'évolution de la conscience des classes populaires, des rapports de force, ce qu'elles peuvent faire ou pas, et donc du passage de la grève générale désorganisée aujourd'hui à l'organisée demain. Cela commence en poussant partout à la grève, aux débrayages, aux manifestations, avec des AG démocratiques partout, des comités de grève, des collectifs pour la grève générale et en jetant les bases de coordinations dès que c'est possible.**

Nous pouvons gagner. C'est aujourd'hui que ça se prépare.

*Jacques Chastaing le 19.12.2021*

*Post-scriptum :*



*En 1995, Umberto Eco publiait dans la New York Review of Books un court essai intitulé « Ur-Fascism », adapté d'une intervention qu'il avait faite à l'Université de Columbia sur son expérience du fascisme italien, avançant une grille d'analyse des signes avant-coureurs du basculement d'un régime politique vers le fascisme.*

## [Reconnaître le fascisme](#)

Umberto Eco - 1997